

Un député tarnais au centre de rétention

l'essentielle

Le député Jean Terlier a visité le centre de rétention administrative de Cornebarrieu, hier, en compagnie de son collègue aveyronnais Stéphane Mazars. Les deux élus LREM ont pu discuter avec des étrangers menacés d'expulsion.

« Nous sommes ici pour nous forger une opinion sur le fonctionnement des centres de rétention et être une force de propositions », expliquent Jean Terlier et Stéphane Mazars.

Élus sous l'étiquette LREM, respectivement dans le Tarn et l'Aveyron, les deux députés membres de la commission des lois ont visité le centre de rétention administrative (CRA) de Cornebarrieu, près de Toulouse, hier après-midi. L'enjeu est d'importance : l'examen du projet de loi « asile-immigration » pourrait être ainsi enrichi par des élus faisant remonter leur expérience du terrain. Dans un CRA, les étrangers ne sont ni libres, ni détenus, mais « retenus ». Objectif de l'administration : organiser leur expulsion vers un pays qui accepte de les recevoir, le plus souvent celui dont ils ont la nationalité. À l'intérieur, pas de surveillants mais des policiers, qui n'ont reçu aucune formation spécifique pour ce type de mission. La Cimade accompagne les étrangers dans la défense de leurs droits : elle dispose d'un local accessible sans condition aux « retenus ».



Un étranger retenu dialogue avec Stéphane Mazars et Jean Terlier. / Photo DDM, RB

Les deux députés ont noté que ce lieu d'enfermement ne dispose pas de salle de justice « délocalisée », mais d'une simple pièce où l'audience se fait en vidéo-conférence. « Les deux salles d'audience connectées doivent être ouvertes au public », rappelle Maud Steuperaert, responsable régional de la Cimade, dans les colonnes du Parisien, du 18 janvier. Ce qui n'est pas le cas à Cornebarrieu. Pendant plus de deux heures, les parlementaires accompagnés par la presse ont dialogué avec les militants associatifs et les « retenus ». Les responsables du CRA n'ont pas tenu à s'exprimer devant les journalistes. Aucune agressivité, les lieux paraissent calmes et bien entretenus. Luc Escoda, du syndicat Alliance Police Nationale, apporte un témoignage différent : « la situation est tendue depuis plusieurs mois. » Manque

d'effectifs, obsolescence du matériel, gestion de la violence par un personnel sans arme : les motifs de grogne sont nombreux.

À l'issue de la visite, les deux députés ont tiré les premiers enseignements : « Si la loi fait passer le délai maximum de rétention de 45 à 90 jours, il est indispensable d'améliorer la prise en charge qualitative en proposant notamment des activités », souligne Jean Terlier.

Même préoccupation pour Stéphane Mazars. Il ajoute : « C'était très instructif. J'ai senti un personnel qui mettait tout en œuvre pour que les prises en charge se fassent au mieux. » L'un et l'autre s'alignent sur la position du président de la République en matière d'immigration et de droit d'asile : « Plus d'humanité et plus de fermeté. »

Richard Bornia

PAROLES DE « RETENUS »

4 ans en Italie, 10 ans en France et depuis 13 jours retenu dans le centre de Cornebarrieu. Fathi veut parler, des mots comme une bouée de sauvetage dans un océan déchaîné : « rester en France, au pire être expulsé en Italie », dit-il. Son permis de séjour de 10 ans délivré en Italie a expiré depuis plus de 3 ans. Il a plongé dans la clandestinité, ce qui ne l'a d'ailleurs pas empêché de trouver du travail au noir en région parisienne. « J'ai toujours bossé. J'ai jamais rien fait de mal. Je me trouve ici après un contrôle d'identité. Depuis trois mois, je bossais chez Emmaus. J'ai une femme et un enfant de 2 ans non-déclaré. À 46 ans, je n'ai rien à faire en Tunisie, loin de ma famille. »

Pour Massiga, 16 ans, l'arrivée au centre de rétention date de 36 jours. « J'étais en Espagne. Un docteur m'a dit que j'avais une hépatite B. Comme ma tante vit à Toulouse, j'ai voulu la rejoindre pour me faire soigner. Ils m'ont attrapé à la gare Matabiau. » C'est à 14 ans qu'il a quitté le Mali : « Algérie, Maroc, un passeur m'a organisé la traversée vers l'Espagne. Maintenant, je ne sais pas ce que sera demain. Mes parents sont morts... suis perdu ».

R. B.

Fathi à gauche et Massiga à droite / Photos DDM, R. B.

